

Des médecins dénoncent la collaboration de leurs pairs avec des tortionnaires

mercredi 3 octobre 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2007).

Nous reproduisons ici, en traduction française, une lettre publiée dans le numéro 370 de la prestigieuse revue médicale britannique Lancet du 8 septembre 2007. Elle dénonce la collaboration de certains médecins avec des tortionnaires, il y a trente ans, en Afrique du Sud, comme aujourd'hui à Guantánamo. Elle est signée par 260 professeurs de médecine, médecins et militant-e-s contre la torture du monde entier.

Cette semaine marque le trentième anniversaire de la mort du militant anti-apartheid Steve Biko, alors qu'il était détenu par la police de sécurité sud-africaine. Tout d'abord, le Ministre de la justice a prétendu que Biko était mort des suites d'une grève de la faim ; cependant, l'enquête a révélé qu'il était mort des suites de blessures à la tête qui lui avaient été infligées au cours des interrogatoires policiers, ainsi que du traitement très inadéquat qui lui avait été donné par deux médecins, qui ont aussi falsifié leurs rapports. Les autorités responsables n'ont pris aucune mesure sérieuse, et ce n'est que grâce aux efforts de médecins engagés que, huit ans plus tard, Benjamin Tucker a été jugé coupable d'un comportement inepte et honteux, et chassé de la profession. Ivor Lang a été convaincu d'une conduite inadéquate et puni d'une amende et d'un blâme. [1]

Il y a d'importantes similitudes entre le cas de Biko et le rôle actuel des médecins de l'armée états-unienne à Guantánamo et dans la guerre contre le terrorisme en général. L'année passée [2], nous avons considéré que les médecins de Guantánamo qui alimentaient de force des grévistes de la faim devraient être défférés à leurs corps professionnels respectifs pour violation des normes éthiques internationales. L'un de nous (D.J. Nicholl) a déposé des plaintes formelles auprès des organisations de médecins de Géorgie et de Californie ; il a aussi signalé à l'Association médicale américaine (AMA), que le précédent chef de l'hôpital de Guantánamo, John Edmonson, en était membre. [3] Dix-huit mois ont passé, et nous n'avons reçu aucune réponse de l'AMA, tandis que les autorités de Californie affirmaient qu'elles « *n'avaient pas la compétence juridique d'enquêter sur des incidents survenus sur une base militaire ou une installation fédérale* » et que les autorités de Géorgie déclaraient que « *la requête avait été instruite attentivement* », mais « *que les autorités médicales avaient conclu qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour justifier des poursuites* ». Pourtant, un examen des mêmes faits par le Collège royal des médecins a conclu « *qu'en Angleterre, cela constituerait un acte criminel* ».

Le gouvernement du Royaume-Uni a repoussé une demande de l'Association médicale britannique afin qu'un groupe de médecins indépendants examine les détenus [4] et, jusqu'ici, il n'y a eu aucun rapport formel sur les trois suicides allégués survenus à Guantánamo en juin 2006.

La résolution du cas Biko a représenté un instrument pour la réhabilitation des autorités médicales sud-africaines, qui avaient été sujettes à des boycotts pendant les années de l'apartheid. La réticence des autorités médicales étatsuniennes à agir est de nature à causer préjudice à la réputation de la médecine militaire de ce pays. Aucun fonctionnaire de la santé engagé dans la guerre contre le terrorisme n'a été accusé ou condamné pour un quelconque délit significatif, en

dépôt de nombreux exemples documentés de rapports frauduleux sur des détenus ayant trouvé la mort au cours d'interrogatoires qui ont mal tourné. [5] Nous suspectons que les médecins de Guantánamo et d'ailleurs ont fait la même erreur que Tucker qui, en 1991, exprimant des remords et cherchant sa réhabilitation, a dit : « *J'avais progressivement perdu l'indépendance sans crainte... et était devenu trop étroitement identifié aux organes de l'Etat, spécialement aux forces de police... J'en suis venu à réaliser que la première responsabilité d'un médecin c'est le bien-être de son patient, et qu'un médecin ne peut pas subordonner l'intérêt de son patient à des considérations extérieures* ». [6]

L'attitude de l'establishment médical états-unien semble être du type : « *ne rien voir de mal, ne rien entendre de mal, ne rien dire de mal* ».

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°114 (19/09/2007), p. 9.

Notes

[1] McLean GR, Jenkins T., « The Steve Biko Affair : A Case Study in Medical Ethics », *Dev World Bioethics*, 2003, 3, pp. 77-102.

[2] Nicholl DJ, Atkinson HG, Kalk J, et al., de la part de 255 autres médecins, « Forcefeeding and Restraint of Guantánamo Bay Hunger Strikers », *Lancet*, 2006, 367, p. 811.

[3] Nicholl DJ, « Guantánamo : A call for Action. Good Men Need to Do Something », *BJM* 2006, 332, pp. 854-855.

[4] Nicholl DJ et 119 autres médecins, « Doctors at Guantánamo », *The Times*, 18 septembre 2006.

[5] Miles SH., *Oath Betrayed : Torture, Medical Complicity and the War on Terror*, New York, Random House, 2006.

[6] McLean GR, Jenkins T., *op. cit.*